



Dessin récent de Yolande Rochelle représentant la résidence familiale Saint-Laurent (à gauche) et le magasin général.

plus objectivement possible, sa contribution à la vie politique canadienne. En complément, on fera ressortir la signification historique des lieux en relation avec le milieu où grandit l'ancien premier ministre du Canada.

Louis S. Saint-Laurent

Louis S. Saint-Laurent était élève au séminaire de Sherbrooke lors des élections fédérales générales du 7 novembre 1900. Le soir des élections, il se fit transmettre les résultats par un élève externe. Celui-ci inscrivait les résultats sur des morceaux de papier au fur et à mesure de leur arrivée et il les plaçait dans un seau que

Saint-Laurent remontait jusqu'à la fenêtre du dortoir à l'aide d'une ficelle.

Si, comme le montre cette anecdote, Saint-Laurent s'intéressa très jeune à la politique, loin de lui était la pensée de faire carrière dans cette voie. Son étude d'avocat, et surtout sa famille, comblaient largement sa vie. Pourtant, un appel du premier ministre du Canada, le 4 décembre 1941, devait bouleverser le cadre de vie qu'il chérissait. Et c'est par devoir, surtout, qu'il accepta le poste de ministre de la Justice que lui offrait Mackenzie King.

Jusque-là, Saint-Laurent avait pratiqué le droit avec succès. Il était devenu une

autorité en matière de droit constitutionnel, profitant d'un atout supplémentaire important: son bilinguisme, acquis dans sa famille. (Son père, un Canadien français, avait épousé une Irlandaise.) En 1930, il devint président de l'Association du Barreau canadien, poste qu'il occupa pendant deux mandats successifs.

Lorsqu'il entra en politique, Louis S. Saint-Laurent avait près de 60 ans. Élu député de Québec-Est, il devint tour à tour ministre de la Justice (1941-1946) et secrétaire d'État aux Affaires extérieures (1946-1948). Lorsque Mackenzie King quitta la vie politique, en 1948, Saint-Laurent fut porté à la direction du Parti libéral du Canada.

A partir de cette date, la carrière politique de Louis S. Saint-Laurent fut intimement liée au développement de l'après-guerre. Son empreinte personnelle se retrouve plus particulièrement dans quelques domaines précis.

Sur le plan intérieur, Saint-Laurent s'appliqua surtout à affirmer la "personnalité" du Canada. Alors qu'il était premier ministre, on abolit les appels au Conseil privé de Londres, on rapatria le pouvoir d'amender la Constitution (en ce qui touchait les articles tombant sous la compétence fédérale), on institua la commission Massey-Lévesque sur la culture au Canada, on nomma le premier gouverneur général d'origine canadienne et on négocia l'entrée de Terre-Neuve au sein de la Confédération. Il joua aussi un rôle capital dans l'évolution du système judiciaire canadien.

En politique étrangère, Saint-Laurent amena le Canada à jouer un rôle de plus

(suite à la page 8)



Le père et le frère de Louis S. Saint-Laurent, Maurice, dans le magasin général. Photo prise entre 1910 et 1915.